

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Afrique australe « JETER BAS LE BASTION DE IAN SMITH »

Rejetant le plan anglo-américain de «réglément pacifique» au Zimbabwe, un dirigeant du Front patriotique a déclaré que «l'armée de Libération (la ZIPA) disposait désormais d'effectifs et de matériel suffisants

pour jeter à bas le bastion de Ian Smith».

Il a ajouté, en ce qui concerne la situation militaire : «Nous contrôlons les trois quarts du pays et ni les barbelés et les miradors, ni les mercenaires et les fusils des derniers colons qui restent ne nous arrêteront...»

«Le régime de Salisbury peut multiplier les camps de concentration, il peut quadrupler son budget de guerre et surarmer le quartier des ultras qui le poussent à la guerre totale, notre détermination vaincra, car nous comprenons maintenant que seul le langage des canons peut régler le problème».

AZANIE

Par ailleurs, on apprend que le jeune dirigeant nationaliste, Steve Biko, est mort dans les prisons de Vorster à la suite d'une grève de la faim et sans aucun doute, des mauvais traitements de la police du régime raciste d'Afrique du Sud.

Agé de 30 ans, Steve Biko, avait fondé en 1969 «l'Organisation des étudiants noirs d'Afrique du Sud».

SUCCES DU FRONT POLISARIO

Lors d'une conférence de presse, le ministre de la Défense de la République populaire arabe sahraouie démocratique a dressé un bilan des opérations militaires. Outre du matériel — mitrailleuses, canons, mortiers, camions et jeeps armés — le ministre a présenté quelques 200 prisonniers dont un pilote, un officier marocain capturé en 1975 et a chiffré à un millier le nombre actuel des prisonniers aux mains du Front Polisario.

Il a indiqué que la «lutte du Front Polisario est entrée maintenant dans une phase nouvelle» : sur le plan militaire «nous avons débuté par des accrochages, nous sommes passés à l'affrontement puis à la destruction de postes militaires, désormais, nous occupons le terrain», a-t-il dit.

Sommet de la gauche A QUI LE POUVOIR ?



Tous les projecteurs sont braqués sur le sommet de la gauche. Après une période de disputes plus ou moins intenses dont la crédibilité de l'Union de la gauche a quelque peu souffert, on peut penser qu'il en sortira un accord, «bon» ou «global» ou autre, suivant le vocabulaire de chaque partenaire, et propre à relancer la marche vers le pouvoir.

La campagne engagée par le PCF lui aura-t-elle permis de renforcer ou non ses positions dans les discussions ? Elles traduiront de toute façon le rapport de force et l'accord, somme toute probable, après les grands assauts, traduira le partage du pouvoir en cas de victoire aux prochaines législatives.

Car, c'est bien de cela qu'il s'agit, et d'ailleurs,

l'essentiel des divergences porte sur ce que l'on intitule démocratisation de l'économie, des institutions : c'est la question des nationalisations, de la représentation des syndicats dans les conseils d'administration du secteur nationalisé et autres organismes.

En fait, la question soulevée est celle de savoir quelle est la part plus ou moins grande qui reviendra au PCF dans la gestion de l'économie ; c'est en effet,

la voie par laquelle ce parti peut arriver le plus rapidement et le plus directement possible à se saisir des rênes dans les secteurs-clés, contrairement à ses rivaux beaucoup moins implantés dans les syndicats.

Il va sans dire que l'accession et la participation de représentants syndicaux, élus ou non, aux conseils d'administration des entreprises n'est en rien le pouvoir des travailleurs : à la SNCF nationalisée, par exemple, les dirigeants de la CGT y sont déjà, et de plus de nombreux cadres CGT sont en même temps cadres SNCF : les cheminots n'en sont pas plus au pouvoir pour autant !

Alors, tous les projecteurs braqués, tout le bruit sur les ondes ne doivent pas effacer ceci : le chemin de l'émancipation des travailleurs ne passe pas par ce sommet-là !

COMMUNIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE FRANCE

Dans une situation nationale et internationale en crise, face au chômage, à la hausse des prix et la répression brutale de leurs revendications, les masses populaires aspirent chaque jour plus à un changement de régime.

Les vieux partis bourgeois multiplient les promesses démagogiques et préparent leur affrontement, les uns pour s'accrocher au pouvoir, les autres pour le prendre ou plutôt le reprendre : tous les partis de l'Union de la gauche ont déjà participé à la gestion du pouvoir entre 1945 et 1958.

Dans cette situation, le Parti communiste marxiste-léniniste de France est résolu à participer activement à la bataille politique de 1978 afin que la voix des travailleurs en lutte, y compris nos frères immigrés et les jeunes qui n'ont pas le droit de vote, puisse se faire entendre et afin de développer les forces conscientes de la nécessité de la révolution prolétarienne.

Cette participation sera un moyen de combattre résolument les forces bourgeoises au pouvoir et les illusions suscitées par les partis du Programme commun.

Elle prendra des formes diverses selon les

conditions concrètes : dans certaines circonscriptions, notre Parti soutiendra les candidatures révolutionnaires prolétariennes d'ouvriers et de petits paysans, ou encore d'employés et de travailleurs intellectuels liés aux masses. Dans tous les cas, notre Parti appellera à tout mettre en œuvre pour faire échec aux politiciens bourgeois, y compris aux faux communistes du PCF.

En particulier, dans les prétendus DOM-TOM, notre Parti soutiendra les positions décidées par les marxistes-léninistes en rapport avec les luttes anticolonialistes de leur peuple.

En ce qui concerne la Corse, notre Parti soutiendra les initiatives des organisations authentiquement représentatives du peuple corse.

Les propositions politiques et axes d'interventions plus concrets de notre Parti au cours de cette bataille politique, seront rendus publics dans un document particulier.

Le Comité central du Parti
communiste marxiste-léniniste de France
Paris le 10 septembre 1977

LE BIMENSUEL N° 14 EST PARU

AU SOMMAIRE : Le président Mao s'est-toung vivra à jamais - Un an de plan Barre - La rentrée scolaire - Tito à Pékin - Une campagne anticommuniste - «Nous étions en Chine lors du XIe Congrès» - A la FPA d'Bayonne, on a osé, on a vaincu - Les mesures contre les chômeurs - Les revirements du PCF - Sécurité sociale - Le Marais : les habitants tiennent bon - Le congrès des psychiatres : l'URSS accusée - Rencontre avec 2 championnes de France d'aviron - Hommage à Mao Tsé-toung.



Jeudi 15 septembre, Antenne 2 à 21h50 DIEN BIEN PHU ET BIGEARD

«Un homme, un jour» est le titre d'une nouvelle série consacrée à de grands événements français ou étrangers et dont «l'homme-clé» est toujours vivant.

Cette émission illustre bien l'idée bourgeoise qui veut que l'histoire soit faite par un individu. S'il y a un héros dans la bataille de Dien Bien Phu, c'est le général Giap et le peuple vietnamien. Présenter Bigeard comme un homme clé, alors qu'il a été balayé par l'armée vietnamienne, relève de la falsification historique.

SE DISPERSER OU SE CONCENTRER

L'impérialisme français, soutenu par l'impérialisme US menait une guerre injuste d'agression de type colonial. Il devait sans cesse disperser ses forces et les morceler pour occuper le terrain et les régions qu'il envahissait. Organisé initialement en régiments, il s'est divisé en bataillons, puis en compagnies, enfin en sections cantonnées dans des milliers de points d'appui. Ces unités dispersées devenaient la cible des troupes vietnamiennes, extrêmement mobiles, troupes qui connaissaient le terrain et qui agissaient en étroite liaison avec la population. Or, les colonialistes français ne pouvaient pas concentrer leurs forces sous peine d'abandonner le terrain «reconquis».

Tandis que les forces françaises se dispersaient chaque jour davantage, les forces de la guérilla se concentraient et s'édifiaient passant de la compagnie au bataillon jusqu'aux régiments et aux divisions.

Voyant le danger que représentait une trop grande dispersion des forces, les colonialistes décidèrent de concentrer leurs forces pour des opérations de nettoyage dans le delta du fleuve rouge afin d'y fixer les troupes vietnamiennes.

En riposte, les Vietnamiens harcèlent l'ennemi, là où il est à découvert : première victoire, ils libèrent Lai Chau et encerclent Dien Bien Phu.

Dien Bien Phu était important stratégiquement parce qu'il est au Nord du Vietnam, donc proche de la Chine, parce qu'il est la frontière du Laos, pays où les maquisards de concert avec les Vietnamiens, mettent les Français en difficulté.

C'est pour ces raisons que les Français concentrent leurs forces à Dien Bien Phu.

LA GUERRE DU PEUPLE

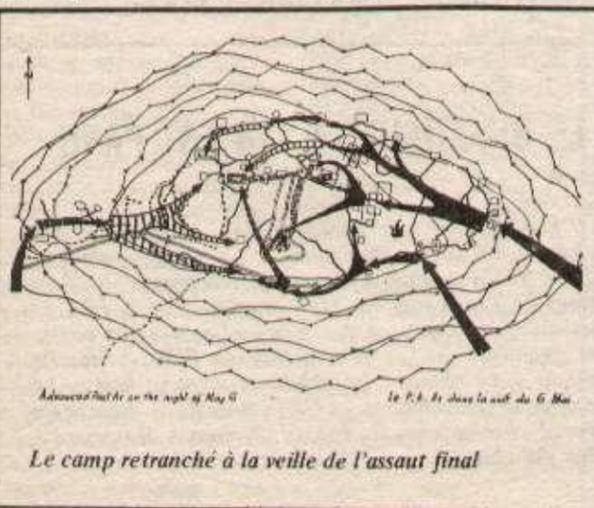
17 bataillons d'infanterie, trois groupes d'artillerie, des unités de Génie, des tanks de l'aviation, des troupes d'élite telle était la composition du camp de Dien Bien Phu.

Le tout était regroupé en quarante neuf points d'appui. La tactique des patriotes vietnamiens fut de concentrer les attaques sur un seul point d'appui à la fois, afin d'obtenir chaque fois la suprématie sur une partie du dispositif tout en neutralisant l'artillerie et l'aviation.

Chaque point qui tombait devenait une position des patriotes vietnamiens. Le camp retranché était petit à petit entouré, par un autre camp retranché, celui des Vietnamiens. Ces derniers avaient creusé des kilomètres et des kilomètres de tranchées et construit tout un réseau d'ouvrages d'attaque pour combattre l'artillerie et l'aviation.

C'est au bout de cinquante cinq jours et cinquante-cinq nuits de combat que Dien Bien Phu est anéantie par les forces patriotiques. Cette victoire est le fruit de la mobilisation de tout un peuple pour une cause juste : chasser l'envahisseur. Les combattants de Giap étaient soutenus par l'arrière, ravitaillés par des convois de milliers de bicyclettes, de centaines de sampans, de chevaux, de camions et de porteurs populaires.

Oui, un petit peuple qui lutte dans l'unité pour être libre et indépendant peut vaincre une puissance impérialiste. Le 1er novembre 1954, se déclenchait une autre guerre de libération nationale, en Algérie ce coup-ci. C'est là que Bigeard subira une autre défaite.



Advanced tactics on the night of May 31
Le P. B. et dans la nuit du 6 Mai
Le camp retranché à la veille de l'assaut final

Conférence contre la désertification LE TIERS-MONDE UNI CONTRE L'IMPERIALISME

La Conférence sur la désertification dans le monde vient de se terminer. Le sujet de la conférence : comment lutter contre l'avancée des déserts responsables chaque année de la perte de 5,7 millions de terres cultivables dans le monde. Pendant 12 jours, 500 à 600 délégués, représentant 96 pays, et de nombreuses organisations internationales se sont penchés sur un problème qui affecte les 2/3 des pays du globe. C'est en décembre 1974, à la suite de la grande sécheresse du Sahel que l'Assemblée générale des Nations unies avaient décidé la réunion de cette conférence.

LES PAYS DU TIERS MONDE CONDAMNENT L'IMPERIALISME

Durant cette réunion, les pays riches du second monde et du premier monde ont laissé de côté leurs différends et ont fait un front

commun face au tiers monde qui était à l'offensive.

La désertification touche essentiellement le tiers monde. L'origine de celle-ci se trouve dans des considérations d'ordre climatique et autre phénomène naturel mais il faut aussi la chercher dans le colonialisme. Ainsi, le délégué algérien expliquait que dans son pays, le colonialisme avait rejeté vers les déserts les habitants des bonnes terres afin de se les accaparer. Pour pouvoir survivre, le peuple algérien dut cultiver à outrance les sols provoquant un très rapide épuisement et les terres déjà peu fertiles sont devenues de véritables déserts.

Les puissances coloniales furent aussi accusées pour l'utilisation de défoliants lors des guerres de libération nationale. Partant de ce principe et estimant que les pays riches tiraient toujours des profits sur le dos des pays du tiers monde, ces

derniers ont estimé que ces pays riches, quels qu'ils soient devaient participer à la lutte contre la désertification, et c'est à ce propos que l'opposition entre les deux camps s'aiguisa.

LE PREMIER ET LE SECOND MONDE UNIS FACE AU TIERS MONDE

Les pays du tiers monde demandaient à ce qu'un fonds international soutienne les luttes contre la désertification menées dans chaque pays. Les pays riches occidentaux ou de l'Est ont refusé d'y consacrer des ressources.

Ils souhaitaient que ne soit constitué qu'un organisme purement consultatif dont la mission aurait été limitée.

Ainsi, au moment du vote, ils se sont abstenus en ce qui concerne la création du groupe consultatif mais ont voté contre la création d'un compte spécial,

au sein du système de l'ONU dans lequel devront être versés les contributions des États, les dons et prêts et éventuellement, le produit de taxes internationales créées pour la lutte contre la désertification.

Les pays du tiers monde ont également profité de cette tribune pour condamner Israël qui détoume à son profit les eaux du Jourdain et qui procède à des déplacements forcés de la population.

Mais le plus important de cette conférence, c'est l'unité de tous les pays du tiers monde face aux pays industrialisés qui, aussi bien les USA que l'URSS ou la France, mettaient en avant leurs intérêts impérialistes.

Ici la contradiction n'est pas située entre pays réactionnaires et pays progressistes mais entre pays du tiers monde et pays impérialistes du second monde et du premier monde.

● Corée

La République démocratique et populaire de Corée vient de fêter dans l'allégresse le 29ème anniversaire de sa fondation. Depuis cette date, la Corée a parcouru un chemin de luttes, riche de grandes victoires remportées sur l'impérialisme et le

rieures de notre pays que la paix en Corée est menacée aujourd'hui et la réunification nationale non encore réalisée. Il a condamné la clique fantôme sud coréenne pour son refus de toutes les propositions raisonnables sur la réunification, pour ses déclarations anti-com-



La jeunesse coréenne regarde l'avenir avec confiance.

sous-développement. Au cours d'un vaste meeting populaire tenu à Pyongyang, le premier ministre Pak sung chul a déclaré : «c'est à cause de l'occupation de la Corée du Sud par les impérialistes américains et de leur intervention dans les affaires inté-

munistes, et ses provocations militaires. Il a enfin appelé le peuple coréen tout entier, sous la direction du président Kim Il Sung à marcher de l'avant avec audace, vers de nouvelles victoires révolutionnaires et, notamment la réunification de la patrie.

● RFA

Le Congrès du KPD (Parti communiste d'Allemagne) dont l'organe central est «Rote Fahne», s'est clos samedi. Le congrès s'est terminé par une manifestation des 2 000 congressistes dans la ville. L'attentat de Cologne et l'enlèvement de Scheleyer, le «patron des patrons» ont été condamnés. Le camarade Christian Semler, président du Comité central, écrit à ce propos, dans «Rote Fahne» : «Les actions des terroristes dans

le passé et l'escalade actuelle de la terreur individuelle sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs».

● Catalogne

Le gouvernement de Suarez fait beaucoup de tapage ces derniers temps à propos du nouveau statut de la Catalogne. En 1932, la Catalogne avait obtenu un statut d'autonomie qu'elle perdit avec l'avènement du fascisme.

Suarez déclare être prêt à faire des concessions et

a élaboré un projet de statut. Selon ce dernier, la Généralité ne compterait que deux organes : une présidence, le président étant nommé par un décret-loi de Madrid et un Conseil dont les membres seraient désignés par le président.

Donc la Catalogne serait dirigée par des gens au service du gouvernement de Madrid. Par ailleurs, ce dernier n'hésite pas à réprimer violemment une manifestation qui s'est déroulée dimanche à Barcelone durant la Diada (fête populaire catalane). La police est intervenue avec des gaz lacrimogènes et a tiré des balles en caoutchouc. Il y eut 276 blessés. Parmi eux, douze ont été atteints par les balles et onze souffrent de brûlures.

Une jeune fille de quinze ans fut grièvement blessée à la poitrine par une balle en caoutchouc.

D'un côté, le gouvernement se déclare prêt à répondre aux aspirations du peuple catalan et de l'autre, il n'hésite pas à tirer quand on refuse une parole d'autonomie.

●Sud-Liban

La ville de Nabatiyeh, dans le Sud-Liban, est victime depuis lundi de violents bombardements. L'origine de ces tirs est double. La ville doit faire face aux attaques des forces conservatrices libanaises et aux tirs des canons de longue portée israéliens. Ces bombardements ont déjà fait de nombreuses victimes dans la population.

**1 AN APRES LA MORT
DE MAO TSE TOUNG,
LA REVOLUTION
CONTINUE
EN CHINE.**



**MEETING DE
SOUTIEN AU PEUPLE
CHINOIS**

**PALAIS DES CONGRES D'AIK
SAMEDI 17 SEPT. 20H30**

♦ **FILM chinois: "LES BATISSEURS"**
♦ *poèmes, interventions*

ORGANISE PAR:
Les Étudiants Patriotes de Tunisie,
des Comores (ABCO),
de Gabon (AGEG)
Le Nouvelle Génération
de l'Humanité Rouge,
Jeunesse Communiste
Marxiste-Léniniste de France.





● Mardi soir à Paris

Vibrant hommage au président Mao Tsé toungh

De nombreux amis de la Chine étaient venus rendre hommage au président Mao Tsé-toung à l'occasion du premier anniversaire de sa disparition. La salle du cinéma Saint-Vincent, à Paris, était comble. Dans la salle, on remarquait la présence de M. Maurice Baumont, président d'honneur des AAFC, d'Hélène Marchisio, de Joris Ivens ainsi que du Premier secrétaire de l'ambassade de Chine.

L'assistance observa avec respect une minute de silence à la mémoire du président Mao.

C'est Joseph Marchisio qui, dans une brève allocution, évoqua la vie de lutte du grand dirigeant révolutionnaire prolétarien. Il termina en expliquant que la pensée-mao-tsétoung était toujours vivante dans le cœur du peuple chinois et des dirigeants du PCC. Il prit, pour exemple, la publication du tome V des œuvres de Mao Tsé-toung, parmi lesquelles on trouve les «Dix grands rapports».

Joseph Marchisio a aussi souligné l'estime dont bénéficiait le président Mao chez les peuples du monde. Estime qui s'est manifestée à l'occasion de sa mort.

Ensuite fut projeté un film, en super 8, de Xavier Lucioni. Ce film évoque les réactions de la population chinoise au moment du décès du président Mao Tsé-toung. Il montre admirablement l'attachement du peuple chinois pour le grand dirigeant qui l'a conduit à la victoire.

Enfin, un film prêté par l'Ambassade de Chine, montra de façon vivante comment le peuple chinois a transformé sa douleur en force, en redoublant d'effort dans la construction du socialisme.

Dans le télégramme envoyé aux dirigeants chinois après la mort de Mao Tsé-toung, Joseph Marchisio, au nom de l'Association, s'engageait, en hommage au grand dirigeant, à renforcer l'amitié franco-chinoise. La manifestation de mardi soir permet d'affirmer que la promesse a été tenue.

● Grande-Synthe (Dunkerque)

Succès de la réunion publique

Devant une vingtaine de personnes et après que «La Lyre des travailleurs» eut interprété quelques chants, un camarade exposa les positions des communistes marxistes-léninistes de France, rappelant notamment la crise qui frappe les travailleurs de la sidérurgie et les trahisons révisionnistes à cet égard. Le camarade termina son intervention en soulignant que l'unification des marxistes-léninistes au sein d'un parti prolétarien unique restait plus que jamais à l'ordre du jour. Ensuite, un camarade de l'ASEC dressa un rapide tableau de la situation dans son pays encore partiellement colonisé par l'impérialisme français (Mayotte) et répondit aux questions de l'assistance, notamment sur le problème des conditions de vie et de travail des ouvriers comoriens d'Usinor-Dunkerque.

Après la projection d'un film «le goût du collectif», un camarade exposa la situation actuelle à Lip, les nouvelles manœuvres de la gauche dans la perspective de 78 et les leçons que Lip peut apporter dans la lutte contre les licenciements.

La soirée se termina avec la «Lyre des travailleurs» et une vibrante Internationale.

Correspondant HR

Dimanche 18 septembre au centre culturel de Brétigny FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

COMMENT Y ALLER ?

PAR LE TRAIN

Gare d'Austerlitz : descendre à Brétigny/Orge PAR LA ROUTE

Autoroute A6 : Porte d'Orléans ou Porte d'Italie, prendre la direction Orléans ; dépasser Longjumeau et prendre la RN 20 direction Orléans.

A Montlhéry, prendre la direction de St Michel/Orge A 3 kilomètres de Montlhéry, prendre la direction de Brétigny.

AUTOROUTE A6

direction Lyon ; sortir à Savigny/Orge ; prendre la direction de Ste Geneviève et la direction de Brétigny.

Barre en guerre contre l'absentéisme

Le gouvernement tient dans ses cartons un nouveau rapport contre l'absentéisme, dont a été chargé le ministère des Finances.

Pour la bourgeoisie, les arrêts de travail par maladie, accident de travail, congé maternité, etc. représentent à par année 324 millions de journées d'exploitation en moins du travail salarié. C'est dire l'intérêt qu'elle accorde au «problème». Les solutions envisagées pour réduire le manque à gagner ne sont pas moins intéressantes.

des conditions de travail, qui ne peuvent plus tromper grand monde à force d'être tellement répétées... sans être suivies d'effet, le rapport prévoit des mesures plus vicieuses : généralisation des horaires variables qui a l'avantage du point de vue de la bourgeoisie, de rendre les conditions de lutte des travailleurs plus difficiles, extension des journées réduites qui lui paraissent sans doute bien adaptées à cette période de chômage grandissant.

ne se prononce pas pour la généralisation du système Sécurex de contrôle par des médecins-flies patronaux trop dénoncés et démasqués. Il préfère charger de cette tâche la Sécurité sociale, institution tant vantée par les grands partis de gauche comme de la majorité.

Celle-ci devrait mettre en fiche, sur ordinateur, les travailleurs qui s'absentent plus de trois ou quatre fois par an. Elle devrait également dresser un «profil médical» afin de sanctionner les médecins qui se montreraient trop consciencieux dans leur métier et refuseraient de se plier aux impératifs de «rentabilité à tout prix» de cette société.

ATTEINTES AUX DROITS

Les indemnités maladie seraient limitées à un maxi-

REMEDES INTERESSÉS

A côté des sempiternelles promesses d'amélioration

LA CHASSE AUX FAUX MALADES

Prudemment, le rapport

Wolinski dessinateur officiel

Mai 68 à l'«Humanité» ?

C'était une des grosses vedettes de la fête de l'Humanité, Wolinski est le dessinateur officiel du PCF. Pourquoi Andrieu est-il allé le chercher ? Pourquoi Wolinski a-t-il accepté ? Il n'y a pas de mystère.

Les dirigeants du PCF font une bonne affaire : pensez-donc, le révolutionnaire échevelé des barricades a le droit de s'exprimer à l'Humanité.

En cette période électorale, Wolinski devient un porte-drapeau pour récupérer des voix. Or tout simplement, si Wolinski travaille là c'est qu'il est d'accord avec ce qui se dit dans ce journal. Quand les dirigeants du PCF condamnent Malville, Wolinski les aide d'un dessin publié à la première page. Comme on le voit, le souffle de Mai 68, des barricades et des affrontements avec l'État bourgeois n'est pas rentré à l'Humanité loin s'en faut !

Le PCF a toujours voulu récupérer tout ce qui se passa en Mai 68. Toujours il échoua. Dans la rue, dans les usines, les chefs de la CGT et du PCF étaient conspués au même titre que De Gaulle et les siens. Quand il fallut imposer la reprise à Renault, Séguin se déplaça en personne. Il fut sifflé.

La force des masses en grève était telle que de nombreux intellectuels petits-bourgeois se sont sentis attirés par le mouvement, ils ont pris partie pour le peuple en lutte, contre le gouvernement et les chefs de la gauche. Wolinski était de ceux-là.

Mais ce choix ne fut pas très profond, pour certains d'entre eux du moins. D'une part, ils étaient dans le mouvement de Mai, mais d'autre part, ils continuaient à lorgner du côté du PCF ou du PS, ou tout simplement du côté de la droite tradi-

tionnelle. Wolinski était aussi de ceux-là.

Avec l'énorme propagande déclenchée depuis les élections municipales, certains de ces intellectuels ont clairement choisi leur camp. Issus eux aussi de Mai 68, les «Nouveaux philosophes» ont chanté «Marx est mort» et font l'éloge de la démoc-

Dessin de Wolinski paru dans CHARLIE HEBDO en 1970. Aujourd'hui, il déclare sans sourciller: Je suis à l'aise à l'HUMANITE



cratie de Giscard. Wolinski est allé se placer sous l'aile de Marchais.

«Le spectre de Mai» a toujours hanté les états-majors des partis traditionnels. Leur peur est simple : tout, mais pas ça ! Alors on essaie de détruire l'esprit révolutionnaire de Mai : en fin de compte, ce n'était pas bien grave, quelques jeunes fous ont mis un peu de pagaille, mais aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre, ils sont tous au PCF avec Wolinski...

Peut-être nos lecteurs se souviennent-ils qu'après la mort de Pierre Overney, assassiné aux portes de Renault, Marchais sortait d'une visite à la cathédrale de Strasbourg. Devant les journalistes, qui lui annonçaient l'événement, il s'était écrié avec angoisse : «ah, non Mai 68 ne va pas recommencer ! Les journalistes lui avaient alors demandé :

Vous avez peur des gauchistes ? Marchais avait répondu : Mais non, aujourd'hui ils sont tous au Parti !

Quelques jours après, des centaines de manifestants descendaient dans la rue lors de l'enterrement, en scandant : «Marchais menteur, complice des tueurs» !

C'EST PAS POUR RIEN !

A l'Humanité, Wolinski est payé 500 F par dessin. Calcul rapide : un dessin par jour, 24 journaux par mois, cela fait 1 million 200 000 F anciens par mois.

Le programme du PCF prévoit-il de réduire de tels salaires une fois la gauche au pouvoir ?

Fusillade de Chatenay-Malabry

PLAINTE CONTRE LE POLICIER Marchaudon

A la suite d'une tentative de hold-up contre le bureau de poste de la Butte rouge à Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine) le jeune algérien Mustapha Boukhezer âgé de 21 ans a été abattu par la police au cours d'une course-poursuite.

Les policiers soutenaient que le brigadier Roger Marchaudon avait tiré à 4 m de distance alors que plusieurs témoins l'avaient vu vider son chargeur sur le jeune algérien à terre en criant «Espèce de salaud. Maintenant, tu es crevé».

Le rapport des experts, confirmant, celui des méde-

cins-légistes, a prouvé que Mustapha a été tué de deux balles dans le dos, dont l'une à bout portant. Ses parents, son frère et sa sœur ont porté plainte contre le policier en se constituant partie civile. Marchaudon formé à l'entraînement «anti-gang» et amateur de fusillades, n'en est pas à son coup d'essai. Le 6 septembre 1974, il avait tué un voleur à la tire par lequel il s'était soi-disant senti menacé et qu'il avait soi-disant cru armé.

Ce dangereux policier est toujours en liberté !



Manufrance St - Etienne

DES LICENCIEMENTS PREVUS, DES TRADITIONS DE LUTTE DEVOYEEES

Manufrance est une très vieille entreprise qui vend une production variée par le biais d'un catalogue.

L'essentiel de la vente se fait par correspondance. A côté du magasin-dépôt, il existe des ateliers, qui fabriquent des fusils en majorité, des machines à coudre, des cycles.

Il possède aussi une imprimerie. Mais la plus grande partie de la production est faite en sous-traitance, Manufrance n'y mettant que le nom de la marque. Exemple : les vêtements, les appareils ménagers, etc.

Le nombre des travailleurs est de 4 000 environ. Les femmes travaillent plutôt à l'emballage, quelques-unes aux ateliers, les hommes sont à l'atelier. Il y a

très peu d'immigrés. La sous-traitance occupe environ 13 000 personnes ; elle se fait en France, mais aussi en Italie, en Espagne.

LES SYNDICATS ET LE PCF

Les syndicats y sont implantés depuis très longtemps. Ils ont un passé riche en luttes ; un exemple en est la grève de 1936 qui a duré cent jours.

Le syndicat majoritaire est la CGT avec 1 500 adhérents. La CGC est bien implantée parmi les cadres. La CFDT regroupe une soixantaine d'adhérents. FO n'a qu'une présence symbolique.

Le PCF a une implantation, la plus forte de tout

St-Etienne : dans chaque atelier, il y a une cellule. Cela s'explique par les luttes passées. Actuellement, toute l'activité des responsables du PCF et de la CGT est tournée vers le soutien au Programme commun.

... S'OPPOSENT A LA LUTTE DE CLASSE

Depuis 1969, il n'y a pas eu de grève importante. Par contre, ils suivent scrupuleusement toutes les journées nationales d'action et n'organisent que des débrayages d'une ou deux heures chaque fois qu'ils demandent une augmentation de salaire au patron.

Mais ils n'ont même pas parlé des mutations (des ateliers vers l'entrepôt d'emballage) et du renvoi des ouvriers sous contrat et des intérimaires qui ont eu lieu en mars, avril, mai 1977.

LA SITUATION ACTUELLE

La direction dit que l'entreprise est en difficulté. Elle a mis en place une espèce de comité, qu'elle nomme les curateurs. Les membres de la direction et les actionnaires, avec l'aide de conseillers économiques et financiers, ont étudié depuis longtemps un plan dit de « redressement ».

Ce plan est connu depuis le 1er septembre et prévoit dès le début 580 licenciements, des mises à la retraite, des départs volontaires, des mutations.

Les responsables syndicaux ont participé à l'étude de ce plan, sans jamais révéler les discussions aux travailleurs : ils avaient signé un accord avec la direction pour garder le silence. Ce n'est que lorsque le plan de licenciements a été publié qu'ils ont été obligés de le dénoncer.

AU-DELA DES DISCOURS ?

La démonstration ne va pas loin. Il s'agit de beaux discours, de belles paroles aux travailleurs. Ils réunissent les ouvriers en assemblée générale et disent qu'il faut lutter mais ne proposent pas d'action. Ils dénoncent même la grève comme étant « le plus sûr moyen de provoquer les licenciements » ! Actuellement, ils se conduisent comme des patrons, proposent des « solutions » de redressement économique ; par exemple : augmentation des ventes en participant à la foire internationale de St-Etienne, ce qui n'est ni plus ni moins que vouloir augmenter les profits capitalistes, diversification de la production, etc.

Les travailleurs se sentent peu concernés actuellement par toutes ces palabres. Certains ont manifesté leur mécontentement sur le silence des responsables syndicaux qui participaient à la commission des curateurs. Le moment venu, ils sauront passer à l'action pour refuser les licenciements, ils reconnaîtront la justesse des mots d'ordre avancés par les marxistes-léninistes : Contre les licenciements, occupons les usines ! Pas un seul licenciement, du travail pour tous !

Correspondant HR

Fête des résidents des foyers Sonacotra

de Chelles, Torcy et Noisiel en grève des loyers,
membres du Comité de coordination

SAMEDI 17 SEPTEMBRE

au foyer de Noisiel

14 H : JOURNÉE PORTES-OUVERTES

Débats - Montages-diapos - Table de presse - Expo-photo - Visite du foyer

18 H : MICHOU

Mérou - Coesmes - Merguez (Participation au box 217)

19 H 30 : SOIRÉE MUSICALE

Artistes arabes, turcs, portugais et français soutenant la lutte



Pour aller au foyer

Gare de Chelles - Bus 123 H - Arrêt : Noisiel et Les 4 Pavés

Par la route parcourez l'itinéraire à partir de Chelles-Courcy-Champs-Noisiel

ADRESSE DU COMITÉ DE COORDINATION : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris

SOUSCRIPTION

Où va l'argent ?

Imprimer un journal

La presse capitaliste à grand tirage est groupée en sociétés monopolistes de presse. Les pertes de tel quotidien peuvent être compensées par telles revues. L'Humanité rouge, journal révolutionnaire, n'est bien sûr pas organisé de cette manière.

Dans les locaux du PCF, l'Humanité, il y a trois sociétés, dont la SGP. Or, la SGP n'imprime pas que l'Humanité, quotidien déficitaire, mais aussi des torchons comme « Spécial-dernière ». Que ce torchon soit imprimé dans les locaux de l'Humanité ne gêne pas du tout les dirigeants du PCF. Pour nous, communistes marxistes-léninistes, il n'est pas question de telles pratiques commerciales et financières typiquement bourgeoises.

Enfin, la « grande presse d'opinion » (l'Humanité en fait partie) reçoit officiellement une subvention du gouvernement. Notre Humanité rouge n'est pas payée par le gouvernement, c'est pour nous une question de principe.

Pourtant, rien que les frais de production du journal, s'élevant chez l'imprimeur à 2 700 F par jour, pour un journal de 8 pages, sans compter le prix du papier. Nous publions une moyenne de 20 journaux par mois, cela

nous fait : 54 000 F (5 400 000 anciens francs) par mois, rien que pour le processus de production du journal.

Or, la vente de notre journal en kiosque ne nous rapporte que 65 000 F (6 500 000 anciens francs) par an (nous disons bien par an). Ce qui couvre à peine une partie plus que les frais de production pour un mois.

Pourtant notre quotidien vit... Il n'y a pas de miracle. Il vit du soutien que lui accordent ses lecteurs, les travailleurs. C'est cela qui fait sa force, malgré sa faiblesse apparente.



Il nous faut 60 millions d'anciens francs d'ici la fin décembre, pour assurer la sortie de notre journal sur 8 pages à nouveau, au plus vite. Nous savons que nous gagnerons cette bataille, comme toujours.

● Quimper

Coup de théâtre à la CMC (1)

Le 4 janvier 1977, les 125 salariés de l'usine CMC-Dufour (fabrication de matériel de cuisine) sont licenciés. Depuis ce jour, ils mènent avec leur section CFDT une lutte difficile et opiniâtre pour le droit au travail. Nous rendons compte de différents aspects de cette lutte dans une suite d'articles.

Aujourd'hui, il y a officiellement plus d'un million de chômeurs en France. Un grand nombre d'entre eux sont précisément des ouvriers licenciés suite aux faillites, dépôts de bilan qui touchent les petites et moyennes entreprises. Ces chômeurs-là sont tout simplement ignorés. Quand l'Union de la gauche nous parle de réduire le chômage par la nationalisation de certains monopoles. Dans la lutte d'ensemble que la classe ouvrière mène contre le chômage, les travailleurs de ces entreprises occupent une place importante. Très souvent, ce sont eux qui mènent les « conflits de longue durée » : Rehaut, Defrenne, l'Imro... et bien d'autres qui sont peu connus, car ignorés des partis de gauche l'information ne dépasse par le cadre local.

Les 125 salariées du CMC ont été licenciés depuis le 4 janvier. Les ouvriers ont occupé leur usine pendant 6 mois. Ils avaient obtenu un protocole d'accord avec Thiode (patron qui voulait racheter la boîte), leur garantissant leurs anciens salaires, leurs qualifications, la priorité absolue d'embauche, etc. Aussi avaient-ils arrêté l'occupation le 18 juin...

Coup de théâtre : le vendredi 9 septembre, le tribunal de commerce décide de vendre CMC à Caillarec, concurrent quimpérois dans la même branche.

Pendant l'été, Thiode a essayé de marchander encore plus le rachat de l'usine. Finalement, voyant que les affaires traînaient Caillarec, patron de la Capic, est arrivé, a déposé une proposition d'achat, en offrant plus cher que

Thiode. Et le tribunal de commerce a choisi Caillarec.

Ce Caillarec est un patron très connu à Quimper : âgé de 73 ans, ancien ouvrier agricole, représentant en saucissons, revendeur, il est devenu patron à 40 ans... Il raconte tout ça dans un livre sorti dernièrement, « Croire pour réussir », écrit en vers. Outre ses « talents » d'écrivains, il est réputé pour surexploiter ses ouvriers.

Ainsi, le patronat local n'a pas choisi celui qui paie le mieux les créanciers, il a choisi celui qui paie le plus mal les ouvriers. L'accord avec Thiode assurait aux ouvriers de CMC des salaires supérieurs de 1 F à 1,50 F de l'heure par rapport à ceux pratiqués chez Capic.

Chez CMC, il y avait 10 % d'OS, 50 % de OP 1, et 30 % de OP 2. Chez Capic, il y a 50 % d'OS, et

presque autant de taux que d'ouvriers.

De plus, le calendrier de réembauche est beaucoup plus défavorable que celui négocié avec Thiode.

Lundi, les ouvriers de CMC ont distribué des tracts aux ouvriers de Capic, où ils leur proposent des revendications communes, pour mener la lutte ensemble, dans l'intérêt de tous :

— Une progression du personnel Capic, permettant de véritables créations d'emplois en empêchant Caillarec de licencier certains de Capic en les remplaçant par ceux de CMC.

— L'alignement de tout le personnel sur les taux de CMC, et l'adoption de la même grille.

Malgré le coup en train de Caillarec et du tribunal de commerce, les ouvriers de CMC continuent la lutte.

Correspondant HR

Delecourt (Neuville-en-ferrain)

Le patron récidive

On se souvient de la lutte courageuse menée par nos frères immigrés de Delecourt, en janvier (HR des 23 février et 2 mars 1977). Ils avaient su forger l'unité dans la bataille. C'est cette unité que le patron essaie de démanteler aujourd'hui en licenciant pour « sabotage et faute professionnelle », huit travailleurs, anciens grévistes.

à suivre.
Correspondant HR.